

Pour la troisième année consécutive, les Mahorais ont été invités à donner leur avis et à partager leurs opinions sur la gestion des déchets et la propreté du territoire : deux problématiques essentielles pour le développement et la préservation de notre île.

C'est pour répondre à ces questions qu'Insidens poursuit le travail d'enquête débuté en 2013. Le Baromètre des déchets© permet de mesurer l'évolution des perceptions de la population et fournit un outil de réflexion aux acteurs du secteur des déchets à Mayotte (collectivités locales, administrations de l'Etat, entreprises privées). L'objectif ? Ajuster les politiques publiques mises en oeuvre aux besoins de la population.

Une reconnaissance des changements en cours et des actions menées par les professionnels...

La perception des changements en cours augmente sensiblement : 54 % des personnes interrogées en 2014 étaient d'accord avec l'idée que la gestion des déchets était en train de changer, ils sont 66 % en 2015.

Par ailleurs 36,7 % des sondés estiment que leurs déchets sont ramassés quand il faut, soit le meilleur taux de satisfaction mesuré à ce jour (31 % en 2013, 26 % en 2014).

Plus largement, cette hausse des opinions favorables est également imputable à la mobilisation des différentes municipalités sur le dossier. La propreté et la gestion des déchets ont notamment consti-

Déchets

La population adhère au tri sélectif



tué l'un des sujets principaux de la campagne des dernières élections municipales en 2014. Des actions ont depuis été mises en place pour tenter de pallier les lacunes existantes.

... mais cette progression ne se traduit néanmoins pas encore par des opinions plus favorables sur la propreté de l'île

90 % des sondés jugent l'ensemble de l'île « sale », contre 74 % en 2014 et 55 % en 2013. Ce fort mécontentement est corrélé à un intérêt croissant pour la question : le pourcentage de sondés ne se prononçant pas sur le sujet est passé de 17 % en 2013 à 3 % en 2015.

Les deux phénomènes semblent directement liés : les habitants de Mayotte se prononcent davantage pour exprimer leur mécontentement. Les critiques n'empêchent pas un réel intérêt pour les problématiques environnementales liées aux déchets et une forte adhésion aux processus mis en place

89 % des sondés sont « d'accord » avec l'affirmation suivante : « quand je jette mes déchets à la poubelle, je protège l'environne-

ment ». De même, 88 % des sondés sont « d'accord » avec l'affirmation : « Réduire sa quantité de déchets est encore mieux que de recycler ou de jeter dans la poubelle ». Cette adhésion est majoritaire quel que soit l'âge, la catégorie socioprofessionnelle ou le sexe des personnes interrogées.

En 2014, 95 % des sondés approuvaient l'idée que le tri sélectif contribuait à la propreté de Mayotte. En 2015, 81,5 % des personnes interrogées partagent toujours cet avis, et 80 % sont également d'accord avec l'idée que le tri sélectif constitue un signe de progrès.

Une réelle application des consignes de tri pour les déchets spécifiques

Le taux déclaré de pratique du tri s'avère élevé pour tous les types de déchets pour lesquels une filière spécifique existe. Seuls les déchets de soins médicaux pâtissent d'un taux de tri inférieur à 50 % La mobilisation des acteurs des déchets à Mayotte ne doit pas faiblir pour répondre aux attentes des administrés

Si le contexte d'insatisfaction

générale quant à la propreté du territoire évolue peu par rapport aux années précédentes, cette troisième édition du Baromètre des déchets de Mayotte© met néanmoins en lumière plusieurs changements profonds.

Sensibilisés depuis plusieurs années, les usagers sont désormais devenus des acteurs à part entière de la gestion des déchets : Leurs attentes sont plus fortes

Ils participent de plus en plus, et de mieux en mieux, aux processus mis en place. De leur côté, dans un contexte financier particulièrement contraint, les communes réclament elles aussi un meilleur service pour leurs administrés au regard des sommes qu'elles doivent y consacrer. Les éco-organismes, autres acteurs majeurs pour le tri et la valorisation des déchets, se déploient à Mayotte avec des moyens insuffisants par rapport aux besoins du territoire. Les usagers souhaitent trier davantage et adhèrent aux nouvelles filières déployées, sans pour autant trouver les équipements suffisants ou disposer de l'information nécessaire. Au global, les attentes des usagers semblent augmenter plus rapidement que la capacité des différents acteurs à mettre en place de nouveaux services, ou à améliorer les services existants. Malgré les efforts effectués, les politiques menées (moyens et/ou efficacité) ne semblent pas à la hauteur des besoins des habitants de Mayotte. Pour réduire cet écart, un important effort, matériel et humain, semble impératif de la part de l'ensemble de la filière (du déploiement de moyens supplémentaires à une meilleure sensibilisation).

Police

La « P'tite Roussette » du 29 juin dernier avait vu juste. Ca grogne dans les rangs de la police. Tellement même que plusieurs syndicats ont envoyé une lettre au préfet mais aussi aux parlementaires pour leur faire part de l'ambiance qui se dégrade à cause de leur patron qui ne fait plus l'unanimité chez les policiers mahorais en particulier. Ces derniers écrivent

Haute tension au commissariat

« ...toutefois le rôle de commandement de terrain dévolu aux officiers ainsi qu'aux gardés dans la chaîne hiérarchique policière, les place au cœur des relations quotidiennes concrètes avec les partenaires institutionnels qui constituent le tissu de notre société républicaine. En ce sens, les policiers et magistrats sont étroitement liés dans leur quête commune d'une justice de qualité et de la lutte

contre toute forme de délinquance et d'humiliation... » Tout est dit, mais ils insistent sur le caractère extrêmement tendu des relations avec leur patron et demandent donc tant aux parlementaires qu'au préfet, de les recevoir pour les éclairer utilement sur l'ambiance « dégradée » qui règne au sein du commissariat. S'ils souhaitent que les parlementaires les rencontrent dimanche dans l'hémicycle

Younoussa Bamana, la requête auprès du préfet est simplement une demande de rendez-vous. Rien en va plus, et à l'approche du 14 juillet, le défilé des policiers risque d'être purement et simplement boycotté par les troupes qui refuseraient même de défilé devant leur patron. Ambiance...

D.H.